



Mme Élise Lucet,
Rédactrice en chef et présentatrice de l'émission
Cash investigation
France 2
7 Esplanade Henri de France
75015 Paris

vendredi 3 août 2012

Madame,

Le 1^{er} juin dernier, la seconde partie de l'émission Cash Investigation, que vous présentez, était consacrée au portrait du lanceur d'alerte Pierre Méneton.

Pour la préparation de ce portrait, La Fondation Sciences Citoyennes (FSC), qui a coordonné la campagne de soutien à M. Méneton, a été sollicitée par votre équipe. Après avoir demandé à nos salariés de préparer le dossier concernant Pierre Méneton et de ressortir tous les documents (tracts, affiches, panneaux,...) relatifs à la manifestation de soutien organisée à l'occasion de son procès contre les Salines de France, votre confrère M. est alors venu faire un reportage dans nos locaux le 3 mai dernier pendant plus de deux heures. Étaient également présents deux autres chercheurs lanceurs d'alerte membres de notre Conseil d'Administration, André Cicoella et Christian Vélot, que votre confrère avait sollicités pour être interviewés sur la question plus générale de l'alerte, de la place de FSC dans ce combat (dont sa proposition de loi), et être filmés dans le cadre d'échanges avec Pierre Méneton.

Or, à notre grande surprise, le portrait diffusé le 1^{er} juin ne comprend aucun élément des deux heures de reportage fait dans nos locaux et ne fait la moindre allusion à FSC.

Nous ne comprenons pas que vous n'ayez pas jugé utile de nous informer de ce choix éditorial d'autant plus paradoxal que FSC est en France la seule organisation réellement active sur la question des lanceurs d'alerte qui constitue un des piliers de votre émission. Informer les citoyens et les chercheurs sur l'existence de cette association et de son action pourrait pourtant servir grandement une cause à laquelle vous semblez sensible.

Pour résumer, non seulement nous n'avons pas été avertis de la diffusion de l'émission (certains de nos membres l'ont vue par hasard), mais nous n'avons pas reçu à ce jour la moindre excuse ou justification de la part de votre équipe. Nous sommes choqués par une telle désinvolture de plus en plus courante chez les journalistes, un constat qui nous conduit à réagir et interroger nos interlocuteurs du monde de la presse sur leurs méthodes. Donc, qu'en pensez-vous ?

Nous estimons votre émission très utile et nous espérons qu'elle se poursuivra à la rentrée. Cette nouvelle saison pourrait par exemple consacrer une place à la proposition de loi de FSC sur l'alerte et l'expertise, ce qui aiderait à la promotion d'une initiative relevant de l'intérêt général et que craignent ceux, et ils sont nombreux, qui défendent des intérêts particuliers et bien souvent financiers.

Nous attendons donc une réponse à nos questions et suggestions car comme évoqué plus haut, nous ne saurions laisser les choses en l'état : en l'absence de proposition concrète de votre part, nous engagerons les procédures nécessaires pour obtenir de France 2 un dédommagement correspondant au temps passé par nos salariés à préparer cette émission (incluant les deux heures de reportage dans nos locaux pendant lesquelles il ne leur était pas possible de travailler) et à deux demi-journées de chercheurs (André Cicolella et Christian Vélot).

Cordialement,

Pour la Fondation Sciences Citoyennes,
Catherine Bourgain, Présidente



Jacques Testart, Président d'Honneur



Christian Vélot, Administrateur

